

Il est également significatif que les 54 millions de dollars ne proviendront pas de la caisse d'assurance-chômage mais des recettes générales. Cela simplifie la mise en œuvre de cette méthode et rend inutile l'adoption d'une mesure législative. Cela supprime en outre la tentation pour quiconque de laisser entendre que cette augmentation de 10 p. 100 ou les 54 millions de dollars devraient être accompagnés d'une majoration des cotisations.

Cette caractéristique du budget annoncé par le ministre l'autre soir devrait recevoir l'approbation générale de la Chambre. Je tiens à établir clairement qu'elle ne vient en aide qu'aux chômeurs temporaires plutôt qu'aux chômeurs professionnels, aux travailleurs mal payés ou aux gens qui ont le malheur de ne survivre que grâce à l'assistance sociale. Quoi qu'il en soit, cette injection immédiate dans l'économie de 54 millions de dollars devrait, d'une façon ou d'une autre, renforcer le pouvoir d'achat dont nous avons besoin pour stimuler notre économie de façon sensible et immédiate.

• (4.50 p.m.)

Je crois que le ministre des Finances a déjà souligné avec plus de détails que je ne pourrais en donner, et je n'ai pas l'intention de répéter, les autres mesures annoncées la semaine avant le budget. Je songe à l'augmentation des pensions des anciens combattants et des pensions de base, au supplément de revenu garanti, etc., qui sont tous des régimes qui, un jour, assureront à ceux qui sont normalement au bas de l'échelle des salaires le genre de revenu dont ils ont besoin et auquel ils ont droit.

Mes collègues pourraient m'accuser d'hérésie si je disais qu'un pays aussi riche que le nôtre ne devrait plus jamais connaître le taux de chômage actuel. De nos jours, les gens s'attachent plus à l'aspect qualitatif de la vie qu'à son aspect quantitatif. Une population active mieux éduquée et, paradoxalement, une population inactive mieux éduquée, elle aussi, ne toléreront plus les hauts et les bas qui caractérisent la plupart des économies de ce que l'on appelle généralement le monde occidental. Le but de notre gouvernement et de tous les gouvernements qui suivront devrait toujours être le plein emploi. Sur ce, je crois vraiment exprimer les sentiments du cabinet en général, et certainement ceux du premier ministre (M. Trudeau) en disant que, toutes choses étant égales, notre gouvernement fait sien le principe du plein emploi.

Le plein emploi est une réalité qui dépend bien entendu de la définition qu'on en donne. Le Conseil économique le définit comme un taux de chômage de 3 p. 100, et d'autres disent 3.5 p. 100. Les chiffres que je possède pour 1962 semblent indiquer que le taux du chômage s'est maintenu depuis dix ans entre 4 et 5 p. 100. Si l'opposition éprouve quelque satisfaction, voire quelque suffisance au sujet de ses propres réalisations, j'ajouterai que le taux de chômage a dépassé les 7 p. 100 au pays entre 1958 et 1962. Ce n'est pas par parti pris que je dis cela, mais il y a une ressemblance entre les problèmes auxquels le Canada s'est heurté de 1958 à 1962 et ceux auxquels il fait face actuellement.

L'inflation périodique et persistante a été à l'origine du chômage ou en tout cas, elle y a contribué. Or, les économistes, du moins ceux que nous suivons, Galbraith, Friedman, Keynes, diffèrent quant aux moyens précis à

prendre pour lutter contre l'inflation. Les méthodes employées traditionnellement dans la plupart des pays associés au Fonds monétaire international et aux organismes semblables sont d'ordre fiscal et monétaire.

Le premier ministre ou le ministre des Finances (M. Benson) nous avertissait il y a un an environ que le contrôle de la politique fiscale et monétaire conduisait inévitablement et malheureusement au chômage. Il me semble à moi qui ne prétends pas être économiste que le temps est venu de trouver des économistes aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du gouvernement qui puissent découvrir une meilleure façon de mater l'inflation et d'empêcher les actes qui involontairement privent de travail les Canadiens. Je crois que tous les députés des deux côtés de la Chambre qui ont pris la parole ont fait voir les conséquences néfastes d'une telle situation et le fléchissement de la productivité qu'elle crée. Le besoin est plus grand maintenant alors que l'effectif ouvrier du Canada—travailleurs et chômeurs—exige une meilleure qualité d'existence. Aujourd'hui, les gens ne veulent plus tolérer les taudis ni ne veulent accepter le chômage. Ils ne tolèrent pas non plus la pollution ni l'exploitation.

Un des phénomènes de la présente décennie et sûrement de la prochaine c'est peut-être que les gens ont entre leurs mains les organes de diffusion qu'il leur faut pour faire connaître leur mécontentement. La Chambre a peut-être oublié que déjà en mars le ministre des Finances prédisait les problèmes auxquels nous faisons face aujourd'hui. En mars, le gouvernement a injecté des sommes considérables dans l'économie. Les banques à charte canadiennes disposent actuellement de plus d'argent qu'il ne leur en faut pour accorder des prêts, et les taux d'intérêt ont nettement baissé. Ce résultat n'a pas été acquis à la suite d'une mesure prise la semaine passée, mais il découle de mesures prises au mois de mars. Cela montre que, dès le mois de mars, le ministre des Finances a fait ce qu'il fallait pour encourager l'économie, pour juguler le chômage et pour réduire l'inflation qui demeure toujours un spectre terrifiant dont l'effet est, en dernière analyse, aussi démoralisateur qu'un taux de chômage élevé.

En bonne logique, le chef de l'opposition (M. Stanfield) et le chef du NPD, de même que d'autres députés de l'opposition, évoquent et continueront d'évoquer le problème du chômage. Ils parlent des gens disposant d'un revenu fixe et de nos vieillards. Je pense à ces personnes autant qu'eux. Je n'ignore pas les conséquences de l'inflation pour ces personnes qui vivent d'un revenu fixe. Nous nous rendons tous compte que les initiatives susceptibles d'être prises sur le plan social par un pays comme le nôtre, avec une population de 20 millions d'habitants, ne sont pas illimitées. Il y a dans notre pays de nombreuses régions et beaucoup de disparités régionales. Notre productivité n'est pas comparable à celle des États-Unis. Certes, tout est possible sur le plan économe que en période de plein emploi. Nous devrions comprendre, je pense, qu'on ne peut s'attendre à avoir à la fois un taux élevé de chômage et toutes les mesures d'assistance sociale que le pays souhaite et attend. Personne parmi nous ne se sent à l'aise en face des motifs qui nous forcent à réduire certaines politiques fiscales et monétaires en vue de juguler l'inflation, engendrant ainsi plus de chômage.

[L'hon. M. Mackasey.]